

PRIX DU NUMÉRO — élastique, de zéro à l'infini (prière aux revendeurs de ne pas dépasser cette limite)

LA LIBRE BELGIQUE

J'ai foi dans nos destinées; un Pays qui se défend s'impote au respect de tous: ce pays ne périra pas! Dieu sera avec nous dans cette cause juste.
ALBERT, Roi des Belges (à août 1914).

Acceptons provisoirement les sacrifices qui nous sont imposés... et attendons patiemment l'heure de la réparation.
A. MAX.

FONDÉE

LE 1^{er} FÉVRIER 1915

Evitez les personnes qui dominent par la force militaire notre pays, évitez les regards qui commandent l'intérêt général. Respectez les règlements qu'elles nous imposent aussi longtemps qu'ils ne portent atteinte ni à la liberté de nos consciences chrétiennes ni à notre Dignité Patriotique.
M^{re} MERCIER.

BULLETIN DE PROPAGANDE PATRIOTIQUE — RÉGULIÈREMENT IRRÉGULIER

NE SE SOUMETTANT A AUCUNE CENSURE.

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE :

KOMMANDANTUR-BRUXELLES

BUREAUX ET ADMINISTRATION

ne pouvant être un emplacement
de tout repos, ils sont installés
dans une cave automobile

ANNONCES : Les affaires étant nulles

sous la domination allemande, nous avons
supprimé la page d'annonces et conseillons
à nos clients de réserver leur argent pour
des temps meilleurs.

Les Puissances défendront le Congo comme elles défendent la Belgique

M. Klobukowski, ministre de France auprès la Cour de Belgique a fait la déclaration suivante au gouvernement belge :

« En s'en référant aux accords Franco-Belges des 23 et 24 avril 1884, 5 février 1895 et 23 décembre 1908 ainsi qu'à l'assurance de son approbation de la note en cause du Congo transmise le 19 septembre 1914 par le ministre d'Angleterre au gouvernement belge et à la déclaration faite le 14 février 1916 par les Puissances qui garantissent l'indépendance et l'intégrité de la Belgique, le Gouvernement français prend à cœur de déclarer qu'il accordera au Gouvernement belge sa collaboration au cours des négociations de paix pour maintenir le Congo Belge dans sa situation territoriale actuelle et faire accorder à cette colonie un dédommagement spécial pour le dommage qu'elle a dû souffrir pendant la guerre. »

Les représentants de l'Angleterre, de la Russie, de l'Italie et du Japon ont adhéré à cette déclaration.

Pleurs et grincements de dents

M. Ribot aurait-il raison, et l'effondrement du colosse allemand serait-il plus proche qu'on ne s'y attendait ?

Un fait est certain : il se passe en Germanie des choses de la gravité ne peut échapper à personne, et dont la presse teutonne ne peut plus ne pas parler. Le torchon brûle en Allemagne...

Dans les sphères supérieures, c'est le désarroi, l'incohérence, la discussion ; et la retraite imposée à von Tirpitz, le grand homme de la marine, prouve à l'évidence que dans les milieux dirigeants n'existe plus l'unité de vue, ni l'unité d'action. Les derniers événements y ont jeté le doute, la crainte, l'hésitation, précurseurs de la débâcle qui s'annonce.

Dans les centres inférieurs, populaires, on s'étonne, on demande, on réclame, on proteste; les yeux jusqu'ici éblouis par les lumières officielles, commencent à distinguer et voir plus clair, et le formidable réquisitoire de Liebknecht au Landtag prussien contribue à jeter la clarté dans les masses; celles-ci commencent à raisonner, et le raisonnement c'est la vérité qui commence à se dévoiler, et la vérité est horrible ! Des centaines de mille de pères de famille et de jeunes gens sont tombés en holocauste pour servir l'ambition de quelques uns ; des centaines de mille de mutilés se traînent dans les rues, restant à charge à leurs familles ruinées ; des centaines de mille de femmes sont réduites au veuvage, souvent avant l'hymen ; des millions de petits orphelins appellent en vain le père qu'ils ne reverront plus. C'est le deuil partout, les lamentations partout, la désespérance partout, et pas une famille, pas une, n'échappe au malheur général ! Et la guerre se poursuit, insatiable, exigeant de nouvelles victimes, de nouveaux sacri-

fices. Jadis *Populo* était berné par le récit de mirifiques victoires habilement ampoulées, les drapeaux claquaient au vent, on chantait le *Deutschland über alles* ; maintenant le stimulant commence à manquer, les victoires ne sont plus que factices et inventées, et le peuple demeure stupide et murmure. C'est que la misère s'étend toujours plus impitoyable, frappant surtout la classe laborieuse, et celle-ci entrevoit le spectre de la famine ; l'épargne est épuisée et la faim ronge ; la mortalité infantile devient effrayante, la morbidité s'accroît, faute de nourriture adéquate ; les transactions commerciales s'arrêtent, l'industrie chôme, la mer reste fermée comme les frontières : rien ne sort plus, rien n'entre plus : c'est la vie nationale qui se ralentit et s'arrête. Et pour couronner le hideux spectacle de ce peuple qui meurt par manque de ressources, voilà qu'on double les impôts, voilà qu'on impose de force un nouvel emprunt de 8 milliards ! Et la guerre continue sa course fatale, et tout espoir de victoire finale s'évanouit. Est-il étonnant que les populations pourtant si rigoureusement disciplinées, si crédules, si soumises, commencent à se remuer, à exiger le terme de tous ces sacrifices inutiles, à menacer sourdement ?

Certes, le danger est grand : insuccès sur tous les fronts, doute et incohérence en haut, incertitude et souffrance et révolte menaçante en bas. Devant le danger, les feuilles publiques, inspirées par le gouvernement, impuissantes à avouer la vérité, reçoivent l'ordre de calmer le peuple, de le ramener dans la voie droite. Elles parlent, mais quelle différence de langage, et comme le ton des journaux souligne bien la différence dans la mentalité fondamentale du peuple lui-même ! Voici le Prussien : c'est Wolff, le plus grand journaliste allemand, qui vocifère dans le *Lokal Anzeiger*, La vue du sombre tableau qui se dessine dans l'Empire surexcite sa plume. C'est la bête qui est acculée, qui flaire l'étendue du péril, la proximité de la fin. Elle bave, écume, bondit, hurle, rugit ; ses yeux s'injectent, elle se sent saisie à la gorge, impitoyablement. secoue la crinière, hérissé les poils, et alors même qu'elle se voit en face de la mort, qu'elle crache l'écume déjà sanglante, elle se redresse encore dans un dernier effort pour lancer une terrible menace au monde. C'est bien là le Prussien, dont l'instinct de barbare remonte toujours à la surface.

L'Allemand du Midi, le Bavaïrois, est plus policé, plus calme, plus doux ; il ne pose pas à la bête furieuse, ne se butte pas contre l'impossible. Il tend à amollir la colère populaire, il raisonne, il flatte. Il exhorte, il encourage, il stimule, il en appelle aux grands sentiments du devoir et du patriotisme. « La Patrie est en danger ! Quelles que soient nos souffrances et nos ressentiments, serrons-nous autour d'elle pour la défendre et la sauver ! Ayons confiance ! La situation est grave, confions-nous à nos chefs aimés : agir autrement, c'est pécher contre la patrie allemande. » Au lieu de menacer il s'adresse au cœur. Tel est le langage du *Bayrisch Staatszeitung*, organe officieux en Bavière.

Prière de faire circuler ce bulletin

Ne sera-t-il pas trop tard ? Le peuple a trop souffert, il est à bout. Les imprécations du Nord, les supplications du Midi le contiendront peut-être encore un certain temps, mais quand viendra l'effondrement, qui peut dire, grand dieux ! à quels excès il se livrera dans sa fureur, qui sait les effets de sa vengeance ! Ego.

Annexion morale !

On remplirait des volumes à relever les insanités que publie *Le Bruxellois*, sur toutes les questions et notamment sur la violation de la neutralité belge. Vous croyiez peut-être le sujet épuisé ? Point du tout. *Le Bruxellois* revient une fois de plus sur les « Conventions » anglo-belges, qui n'étaient — chacun le sait — que des conversations entre officiers auxquelles conversations n'envisageaient, en tout état de cause que les mesures à prendre en cas de violation de notre territoire par l'Allemagne, donc dans le cas où l'Angleterre avait le droit et même le devoir de pénétrer chez nous. On a dit et redit ce qu'il fallait penser de ces documents dont les défenseurs de l'Allemagne continuent à faire état.

Mais voici mieux, écoutez : La France préparait depuis des années l'« annexion morale, la conquête civilisatrice de la Belgique, prélude de l'annexion sans phrase qui, le moment venu trouverait le terrain préparé ».

Tous nous avons souvent entendu dire, bien au contraire, que la Belgique, avant la guerre, était germanophile. Formulée ainsi cette affirmation est certes exagérée mais elle est absolument exacte si l'on entend par là que les Belges estimaient les Allemands et si l'on ajoute qu'estimer et même aimer l'Allemagne n'impliquait pas nécessairement le mépris ou la haine de la France et vice versa. Combien parmi nous que des sympathies naturelles : affinité de race, de goûts, de langue attiraient vers la France et qui néanmoins croyaient devoir reconnaître chez les allemands de grandes qualités et pensaient même que le monde était redevable à leur culture de grands progrès dans les sciences, l'histoire, l'industrie, etc... Le plus francophile des Belges ne croyait pas devoir refuser son estime aux Allemands si même il se moquait de leur esprit lourd, de leur manque proverbial d'éducation, de tact et de goût : il riait d'eux, il ne les méprisait point.

Les Teutons avaient — laissons-leur ce privilège — le talent de faire valoir leurs mérites, tant ceux qu'ils possédaient que ceux qu'ils se prêtaient hypocritement ou naïvement. Ils maniaient si bien l'encensoir devant eux-mêmes que le geste était devenu contagieux et qu'il était peu de pays, même la France, où l'on n'eût appris à chanter les vertus et la science, si pas toujours l'art allemand.

Cela, personne ne le contestera et bien des Belges ont eu et ont encore quelque peine à revenir de leur erreur. A entendre *Le Bruxellois* ce n'est qu'une illusion, la vérité est celle-ci : à part une poignée de flamingants et quelques politiciens et savants, la Belgique entière : bourgeoisie, noblesse, clergé du genre du Cardinal Mercier (*sic*), tout était « entraîné finalement par l'invasion française ».

Les preuves ? elles sont nombreuses et combien convaincantes ! nous n'en citerons que quelques-unes :

« La presse parisienne toute puissante, répandue et subsidiée » par Paris, inonda la Belgique au point de tuer presque les journaux belges, dont le tirage avant la guerre était généralement dérisoire. On lança *Le Coq Wallon*. Des théâtres, des foires et des divertissements populaires excitèrent le chauvinisme pro-français. Le mouvement gagna même les Loges et les communautés religieuses (les couvents d'ordres français expulsés pullulèrent en Belgique). La police devint sympathique à tout ce qui était français. Des sociétés spéciales furent créées avec l'aide de Belges pour la propagation de la langue française et de la littérature française (Amitiés françaises, Université des Annales, conférences, expositions, missions, etc.) »

Mais ce que Marc de Salm néglige de dire c'est que ces ligues, ces organismes furent fondés le plus souvent pour répondre au mouvement flamingant devenu par trop menaçant et qui prenait parfois un caractère anti-français dangereux pour le maintien des bonnes relations que la Belgique se devait d'entretenir avec tous ses voisins. Les flamingants n'étaient pas toujours seuls à nourrir ces sentiments ; il se rencontrait, hélas, parmi les Flamands et en Wallonie pas mal de gens qui, n'ayant jamais vécu ni même voyagé en France, n'ayant jamais eu de relations avec aucune famille française jugeaient les mœurs et le caractère français, de parti pris, ou d'après ce que leur apprenait les romans et les pièces de théâtre en vogue. D'autres ne pouvant partager les opinions politiques du gouvernement englobaient le pays entier dans leur réprobation.

Quant aux « préparatifs belliqueux » de la France, il ne faut

guère étudier les faits qui ont précédé la guerre pour se convaincre que ces préparatifs fort incomplets et tardifs n'avaient surtout qu'un but défensif et ne montraient pas le désir de provoquer un conflit. En Angleterre quelques hommes politiques avaient aussi poussé un cri d'alarme mais en vain ; ils ne purent convaincre le pays de la nécessité d'augmenter les forces militaires. Les événements ont hélas ! donné raison à ceux qui sentaient le danger d'une Allemagne devenue de plus en plus agressive, de plus en plus entraînée par le parti pangermaniste.

Les Allemands publient maintenant de petits ouvrages où ils collationnent des citations d'écrivains, de diplomates, d'officiers français tendant à démontrer que la France caressait des projets de conquête. Ils tâchent de faire de même pour l'Angleterre. Nous savons aussi ce qui a été publié dans ce sens pour prouver la culpabilité de l'Allemagne. On pourrait refaire le travail en sens inverse et, sans nul doute, trouver même chez des auteurs allemands des passages nombreux dénotant des sentiments sincèrement pacifiques et souvent un désir de voir le gouvernement impérial plus respectueux des droits des nations voisines et plus attentif à écouter les justes revendications des provinces annexées.

Tous ces ouvrages ont certes un intérêt documentaire, mais ce qu'il faut étudier c'est l'influence que les auteurs et hommes politiques cités ont pu exercer dans la politique ou dans l'enseignement, de quel côté inclinait la majorité de la nation et de ses gouvernants ; ce qu'il faut étudier, ce sont les faits. Or, ceux-ci parlent plus haut que tous les livres : l'augmentation progressive des armements nullement nécessitée par la défense puisque l'Allemagne précédait toujours les autres nations dans cette voie, les documents diplomatiques, les aveux et les contradictions du Chancelier rencontrant l'approbation des Chambres, tout prouve que l'Allemagne a voulu la guerre. Même parmi les socialistes qui maintenant font montre de sentiments plus humanitaires et plus respectueux des droits d'autrui, beaucoup ne répugnaient pas à l'idée d'une guerre de conquête et d'annexion sous le fallacieux prétexte qu'il fallait une Allemagne forte à l'abri pour toujours d'une agression de ses ennemis.

En ce qui concerne l'Angleterre, nous l'avons vue prendre les armes sans hésiter dès que notre territoire a été violé : c'était son devoir. *Le Bruxellois* veut nous prouver que son intérêt est d'accord avec ce devoir. Tant mieux ! c'est pour nous une raison de plus d'espérer et d'avoir confiance qu'elle tiendra sa promesse et nous fera reconquérir notre indépendance. Quant à nous faire croire que nous constituions pour elle « comme une porte d'invasion pour atteindre l'Allemagne » ce sera plus difficile. Comment, en effet, supposer que l'Angleterre projetait d'envahir l'Allemagne et de mettre en face des armées formidables de Guillaume II son petit contingent de 150.000 hommes !

Enfin *Le Bruxellois* s'attaque à la presse belge, exilée mais libre et relève les opinions émises par quelques journaux au sujet de la neutralité belge dans l'avenir. N'est-il pas absurde de tirer argument du fait qu'une partie de la presse est d'avis que la Belgique ne doit plus être désormais neutre mais libre, pour insinuer une fois de plus qu'elle était prête à abandonner sa neutralité au profit de l'Entente ?

De ce qu'un homme (il en est de même d'un pays) pourrait n'être plus disposé à renouveler un contrat dont il a vu les inconvénients, surtout avec ceux qui l'ont trahi, il est injuste de conclure qu'il n'avait pas l'intention de le respecter tant qu'il y était tenu. Maintenant qu'on sait du reste à quoi s'en tenir sur les intentions pacifiques de l'Allemagne, il n'est pas défendu de se demander ce qui fût advenu de nous si leur plan de domination avait été pratiquement mieux conçu et si, au lieu de commencer par envahir la Belgique, les troupes allemandes avaient pénétré d'abord en France directement comme c'était, dit-on, l'avis de quelques généraux. Nous aurions pu alors assister à la défaite des armées françaises, avec la conviction intime que notre intérêt, notre sort dépendait de celui de nos voisins du Sud, avec la certitude absolue que les agresseurs se tourneraient bientôt contre nous ; nous devions cependant rester neutre : nous avions les mains liées tant que l'Allemagne ne pénétrait pas sur notre territoire. Or, quoi qu'en pensent *Le Bruxellois* et ses amis, la Belgique était fermement résolue à respecter ses engagements coûte que coûte : son attitude ferme le 4 août devant un ennemi formidable l'a bien prouvé.

Autre est la situation de la Hollande, de la Grèce et d'autres pays qui ont adopté une attitude neutre dans le conflit européen mais sont libres de prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants, s'ils le jugent conforme à leurs intérêts, ou mieux, à la Justice et au Droit.

Pour ce qui est de notre neutralité à l'avenir ce n'est pas le moment ni le lieu de discuter semblable question en Belgique occupée : plus que jamais l'union s'impose en face de l'ennemi qui nous opprime et nous presse. Qui sait d'ailleurs ce que sera l'organisation future de l'Europe et combien de questions pendantes seront résolues par le traité de paix qui mettra fin à la grande guerre européenne. Qui sait si d'ici là telles solutions ne s'imposeront pas pour notre pays et mettront d'accord des hommes politiques qui, de l'autre côté du front sont séparés en ce moment par les idées les plus divergentes !

Quoiqu'il en soit de cet avenir, il est légitime de penser qu'il faudra se défier longtemps d'un voisin aussi traître et fourbe que l'Allemand. On peut aspirer à la liberté sans pour cela avoir l'intention d'en faire un mauvais usage. Aussi est-il une chose dont tous les Belges ont le droit de se féliciter dès maintenant, c'est de savoir leur pays appelé au même titre que les autres belligérants à prendre part aux délibérations du congrès qui règlera ses relations futures avec les puissances européennes et les conditions de paix.

Que Marc de Salm se rassure, l'union chaque jour plus étroite entre la Belgique et ses Alliés ne prépare nullement l'«inféodation totale de la Belgique à la France en attendant la réunion pure et simple, épilogue naturel de l'annexion morale». Si nos ennemis se figurent nous effrayer en agitant devant nous cet épouvantail imaginaire, ils se trompent grandement. Nous avons confiance dans la loyauté de nos Alliés : ils ne nous trahiront pas. Quant aux Belges qui furent autrefois germanophiles, l'expérience de vingt mois de domination allemande a dû les guérir de leurs illusions et leur ouvrir les yeux, à moins qu'il ne soient incurablement aveugles ou traîtres.

LIBER.

Une conscience

Si jamais la force que les idées puisent en elles-mêmes s'est affirmée efficacement, c'est bien dans la lutte qui se poursuit entre le baron von Bissing, gouverneur général allemand de la Belgique occupée et le Cardinal Mercier, archevêque de Malines. Cette lutte passionnée actuellement le monde entier ; elle dresse l'une contre l'autre des influences, qui d'ordinaire se concilient aisément. Elle déjoue les calculs d'un gouvernement convaincu de ce que l'organisation systématique vient à bout de toutes les résistances. Le Primat de Belgique n'eut-il à son actif que la démonstration de l'impuissance de toutes les forces coalisées contre la volonté inébranlable d'un homme qu'exalte une noble et pure idée, qu'il aurait bien mérité de l'humanité. Son geste est de ceux dont peuvent s'enorgueillir tous les hommes qui considèrent que toujours le sacrifice élève l'âme, et donne aux plus humbles le sentiment de la grandeur.

Le spectacle n'est pas banal, même à une époque comme celle-ci où l'héroïsme est le fait de chaque jour, et où toutes les vaillances s'attestent glorieusement, il suffit au Cardinal Mercier d'élever la voix pour que les allemands comprennent que leur œuvre d'oppression en Belgique n'a aucun caractère durable ; il lui suffit de rappeler à ses compatriotes que l'oubli serait un crime envers eux-mêmes, pour que toutes la formidable organisation teutonne paraisse médiocre et vaine, puisqu'elle ne réussit pas à étouffer l'âme d'une nation. L'Allemagne dispose de millions de soldats, elle a pu occuper les provinces belges, faire massacrer des milliers de vieillards, de femmes et d'enfants, voler toutes les richesses accumulées par le long effort d'un peuple laborieux ; elle a pu incendier Louvain et assassiner des centaines de patriotes ; mais elle ne parviendra pas à imposer silence à un vieillard, dont les paroles les plus simples résonnent dans les cœurs comme de constants rappels au devoir — du devoir qui demeure immuable pour les vaincus, qui ne sont ni des résignés, ni des asservis.

Alors contre cet homme qui ne veut pas se taire, c'est la ruée formidable de toutes les colères et de toutes les haines. On fausse sa pensée, on travestit son rôle, on met en œuvre les plus bas moyens de vengeance. Quand il proclame simplement qu'on doit aimer sa patrie et lui rester fidèle jusque dans l'oppression, on l'accuse de prêcher la révolte ; quand il condamne la criminelle violence dont son pays fut victime, on lui reproche d'user de son influence religieuse à des fins politiques ; quand, en terre libre, le hasard met sur sa route des hommes qui défendent la cause qui est celle de sa race et de sa nation, on veut qu'il trame de noirs complots. On le diffame, on le menace et on le redoute.

L'Allemagne croyait s'être assuré tous les moyens imaginables d'oppression, elle croyait disposer de tout ce qui asser-

vit et écrase ; elle était sûre de toutes les complicités honteuses, et elle demeure impuissante devant un homme.

Elle se rue follement, selon la tradition prussienne, contre ce vieillard et elle y compromet sa propre confiance en son pouvoir de domination. Si elle n'atteint pas durement le Cardinal Mercier, elle confesse sa défaite ; si elle exige du Vatican une intervention, à laquelle celui-ci ne pourrait se risquer sans mettre en péril l'unité religieuse du monde catholique, elle s'expose aux plus graves difficultés ; si elle use de violences brutales contre l'archevêque de Malines, comme elle le fit pour tant d'autres, elle crée un martyr ! Depuis l'expérience qu'elle fit en assassinant Miss Cavell, l'Allemagne a peur des martyrs. Elle se rend vaguement compte qu'il existe dans le monde une énergie mystérieuse, que ses méthodes scientifiques n'ont pu discipliner et qui exalte les âmes jusqu'au sacrifice sublime.

Devant la parole d'un vieil homme, qui là-bas émeut un peuple opprimé et entretient l'espoir de vivre au cœur meurtri des foules, la «Kultur» doit avouer sa faillite. Elle échoue contre quelque chose qui n'est plus de la politique, plus de la religion sur laquelle sa diplomatie n'a pas de prise, et qui échappe à l'étreinte de ses doigts de fer : UNE CONSCIENCE !

(Le Temps.)

A la conférence commerciale de Paris

Le Président Poincaré a souhaité la bienvenue aux membres de la Conférence internationale commerciale qui s'est réunie à Paris. Il exprima l'espoir que leur réunion porte des fruits dans le monde nouveau que la guerre mondiale aura appelé à la vie, dans ce monde où le Droit donnera le ton et où la raison triomphera. Poincaré rappela la première session de cet organisme où l'Allemagne et ses délégués parlaient en termes ronflants de Justice et d'Union et remerciaient le Gouvernement belge de son affable réception. Comment ne pas établir un parallèle entre ce spectacle et celui d'aujourd'hui ? M. Poincaré parla aussi des crimes commis par l'Allemagne au moyen de ses zeppelins, de ses sous-marins et de ses espions. «Nous ne luttons pas seulement — dit-il — pour nos propres patries mais pour l'Univers entier, car nous considérons nos agresseurs comme les ennemis de la race humaine. Nous continuerons la lutte jusqu'au bout, convaincus que nous avons avec nous tous les cerveaux qui pensent et réfléchissent. Pendant que vous cherchez à résoudre ici en toute justice des problèmes économiques et commerciaux difficiles, la Justice armée combat sous vos drapeaux et les nôtres, de l'Yser au Karst. Elle ne déposera l'épée que lorsque l'injustice sera paralysée».

Au nom des délégations étrangères Luzzati répondit à Poincaré en exprimant son admiration pour la valeureuse résistance des Français. Lui aussi rappela la première réunion de la Conférence internationale à Bruxelles en 1913 et ajouta : « Bien que la Belgique n'occupe qu'un petit coin de l'Europe elle tient une large place dans la géographie morale des Nations. Maintenant qu'elle a perdu à peu près tout son territoire, elle donne à nouveau des preuves de sa force morale et les Alliés voient bien qu'elle est immortelle. Nos travaux ne pourraient avoir de patronage plus solennel que celui de la France qui incarne le courage et l'esprit d'abnégation et, celui de la Belgique qui attend sa renaissance ».

Les résolutions suivantes ont été étudiées par la conférence :

1° La création de tarifs préférentiels pour les transports par terre entre les Alliés ;

2° L'établissement de services de transports sans passer par le territoire ennemi et les mesures destinées à empêcher que l'ennemi puisse tourner cet obstacle ;

3° La réduction des frêts pour les transports maritimes des Alliés.

Notre Gouverneur et les Flamands

M. von Bissing fait la cour aux Flamands, c'est entendu ; mais il la fait d'une manière qui rappelle à l'esprit, irrésistiblement, une des meilleures caricatures de Ramaekers dans le *Telegraaf*. Vous vous en souvenez : un soldat allemand, tête carrée, épais, lourd, répugnant, est vautre dans un fauteuil. Il braque son revolver sur une femme à genoux, demi-nue, ligottée et baillonnée. Légende : Dis que je ne sais pas me faire aimer !

C'est à coup d'arrêts, d'amendes et de menaces que les Allemands tentent de se faire aimer du peuple flamand. Tout d'abord on obligea les habitants de la Flandre occidentale à supprimer tout mot français des enseignes, des étalages de magasin, des plaques de porte et de rues au point de bannir jusqu'à des indications telles que : boîte aux lettres, avocat, mé-

decin, sur les portes des maisons particulières. Dans les provinces flamandes il est prescrit, pour correspondre avec l'administration allemande de se servir du flamand ou de l'allemand. A Bruxelles il n'eût pas été possible d'introduire de telles mesures mais pour plaire aux flamands M. von Bissing crut intelligent d'obliger les directeurs de cinéma à donner sur leurs affiches la traduction flamande des titres de films. Il y eut aussi la traduction obligatoire des arrêts des tramways. Jusqu'ici on s'en est tenu à ces innovations qui n'ont eu pour résultat que de provoquer un immense éclat de rire et ont fourni aux zwanzeurs l'occasion de donner libre cours à leur verve.

Mais à Gand notre éminent gouverneur voulut essayer d'autres moyens; il crut qu'il allait enfin s'attacher pour toujours les Flamands et acquérir des droits à leur éternelle reconnaissance en fondant l'université flamande réclamée à grands cris avant la guerre par une partie d'entre eux. Mais le pauvre homme n'a pas de chance: nos lecteurs ont vu comment lui ont répondu les plus qualifiés parmi les chefs du mouvement flamands. Quand donc nos maîtres provisoires comprendront-ils que tout ce qui passe par leurs mains est souillé à nos yeux!

Cependant notre cher baron s'est entêté: il a fait entendre sa grosse voix de prussien et a menacé de ses foudres par la voie des affiches et des journaux ceux qui mettraient entrave à la réalisation de son projet. On sait comment MM. Pirenne et Frédéric, pour avoir refusé une chaire de professeur, ont été les premières victimes de la colère teutonne, mais ce que l'on sait moins, c'est que le résultat de cette odieuse sévérité, de cet indigne attentat à la liberté individuelle a été — cela n'étonnera personne — tout l'opposé de ce qu'en attendait son auteur. Les rares professeurs qui avaient donné leur adhésion la retirèrent immédiatement et les hésitants n'hésitèrent plus à refuser nettement.

Voilà notre cher gouverneur fort embarrassé. On raconte qu'il est homme de ressources et trouvera bientôt un moyen de s'enfermer plus encore: on lui prête l'intention, pour recruter des élèves, de promettre, aux étudiants belges prisonniers en Allemagne, leur libération et le retour au pays, à condition d'y suivre les cours de l'Université de Gand. Si cette nouvelle, passablement invraisemblable, se réalisait, on verrait peut-être quelques naïfs mal informés se rendre à cet appel. Voilà des élèves; mais les professeurs? Ira-t-on aussi les chercher dans les camps de prisonniers? Ils ne feraient comme leurs élèves — cela n'est pas douteux — qu'un simple voyage aller et retour!

B. A. R. F.

La Police des Mers

Le memorandum adressé aux gouvernements neutres par les gouvernements anglais et français au sujet de l'examen en mer des lettres et colis postaux vient d'être publié dans les deux langues. Il cite de nombreux exemples de contrebande de guerre dont voici les plus typiques:

« A bord des vapeurs *Aruca, Bahia, Jaguaribe, Naranahó, Acreolinda, Para, Brazil*, saisi de 1502 colis postaux contenant ensemble 437.510 kilos de caoutchouc à destination de Hambourg. A bord du vapeur *Getria*, 69 colis postaux contenant 400 revolvers à destination de l'Allemagne via Amsterdam.

Plus récemment l'examen de divers courriers postaux à bord des navires neutres ont révélé la présence, dans des enveloppes de paquets, d'articles de contrebande qui manquent particulièrement à l'ennemi; par exemple: à l'arrivée en Europe du navire *Tubantia*, on découvre à bord 174 livres de caoutchouc et 7 balles de laine. De même on trouva sur le *Medan* 7 balles de caoutchouc brut.

Le memorandum reproduit aussi des lettres de commerçants allemands relatives à la contrebande de guerre dont une est particulièrement probante. Cette lettre, qui est datée du 15 décembre 1915, émane de la maison G. Vogtmann et C^{ie} de Hambourg. En voici le passage principal: « Depuis un certain temps nous recevons régulièrement de Para, des envois de caoutchouc brut; nous attirons votre attention sur cet article. Les envois sont faits comme échantillons sans valeur. Chaque courrier en apporte environ 200 paquets pesant environ 520 gr. chacun. L'ennui de faire ces nombreux paquets et le coût élevé du port sont largement compensés par les prix élevés que cette marchandise atteint ici. »

Le memorandum des deux gouvernements alliés conclut que:

1° Les marchandises envoyées sous la forme de colis postaux n'ont pas droit à un traitement différent de celui des autres marchandises;

2° L'inviolabilité de la correspondance postale telle qu'elle a été établie par la onzième commission de La Haye en 1907

n'enlève rien aux Alliés de leurs droits de recherche et de saisie des marchandises de leurs ennemis;

3° Fidèles à leurs engagements et respectueux de la « véritable » correspondance, les gouvernements alliés continueront à faire parvenir à leurs destinataires, aussi rapidement que possible, les correspondances qui auraient été saisies et reconnues ultérieurement légitimes. (New-York Herald.)

Deux livres allemands

Deux nouveaux réquisitoires viennent de paraître contre les Puissances centrales, réquisitoires dressés par des Allemands. L'un d'eux, intitulé: *Point Saillant*, et signé du pseudonyme: Germanicus, serait dû à la plume de l'auteur de *J'accuse*, un Berlinois, dit-on, propriétaire millionnaire et socialiste. Une des conclusions de l'ouvrage est celle-ci:

« C'est bien l'Allemagne, un Etat civilisé d'Europe qui a été l'agresseur. Cette agression peut se renouveler et se renouvelerait avec certitude si l'Allemagne devait être à même d'imposer, par la force des armes, à ses adversaires les buts de la guerre de ses politiciens d'annexion ou seulement, les buts plus modestes de son gouvernement tels qu'ils ont été définis de façon générale par le Chancelier. La conséquence d'une telle paix serait la résurrection du misérable cercle vicieux qui finalement provoquerait de nouvelles agressions « dans un but préventif. »

« D'autres nations, d'autres parties du monde civilisé ou d'un niveau de culture plus bas, des sauvages ou des demi-sauvages, des jaunes, des rouges, des noirs sont susceptibles de se rendre coupables d'agressions envers l'Europe et spécialement envers d'autres pays coloniaux car les *hobereaux prussiens, les pangermanistes et les militaristes ne sont pas les seules populations sauvages du monde* » (En italique dans le texte).

« Si la volonté de conserver la paix avait existé à Berlin et à Vienne, l'Europe ne serait pas aujourd'hui en état de guerre. Mais cette volonté n'existait pas et c'est pourquoi nous sommes tous en état de guerre. »

L'autre réquisitoire, signé Hermann Fernau, a pour titre: *Précisément parce que je suis allemand*. Fernau prend la défense de l'auteur de *J'accuse* et de son livre et constate que seuls des écrivains allemands et un neutre ont essayé, mais en vain, de détruire l'accusation contre l'Allemagne et contre l'Autriche.

Autre fait à noter: un des signataires du fameux manifeste des 93 intellectuels, le Docteur Planck, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences de Berlin, recteur de l'Université, s'exprime ainsi dans une lettre adressée à son collègue hollandais le Dr Lozentz: « La question de savoir qui est responsable de la rupture des négociations de juillet 1914 et de toutes les misères qui ont découlé de cette rupture, ne pourra être résolue que plus tard et à la suite d'investigations très profondes. »

La question est donc douteuse à ses yeux? Nous sommes loin des affirmations du célèbre manifeste! Le Docteur Planck serait-il sur la voie de la vérité?

Nouvelles diverses

A l'occasion de la fête nationale grecque on a remarqué l'attitude significative de la population d'Athènes. Des milliers de personnes circulaient dans la ville; toute cette foule se massa sur le parcours que devait suivre le cortège royal pour se rendre à la cathédrale. Tout d'abord arrivèrent les voitures transportant le premier ministre Skuludio et les membres de la Chambre. Au lieu de saluer leur passage comme d'habitude par des applaudissements, la foule entière garda un calme impressionnant. A peine put-on remarquer quelques personnes soulevant leur chapeau. Il en fut ainsi tout le long du trajet. A un seul endroit un partisan esquissa une ovation qui n'eut pas d'écho. Cette attitude de la population fut d'autant plus remarquée que quelques instants auparavant Venizelos avait été l'objet d'une manifestation enthousiaste. Aussi les ministres durent-ils avoir l'impression qu'ils n'étaient pas en faveur auprès du peuple d'Athènes. Lorsque le roi Constantin parut ensuite, une ovation sans fin salua son passage. On ne peut douter que le Roi ne soit aimé par son peuple; en effet les acclamations étaient générales et sortaient de toutes les poitrines. Ces manifestations en faveur du Roi et de Venizelos se renouvelèrent à la sortie de l'Eglise. La foule criait: « A Constantinople, avec le Roi et Venizelos! »

Censuré. le 22 5 1916.